
Communiqué fédéral

Saint-Denis, le 6 juin 08

Juin 2008 : Rififi à l'éducation nationale !

Les journées de mobilisation prévues dans la fonction publique et notamment l'éducation nationale (le 10 juin et le 17 juin) montrent que la contestation de la politique libérale de Sarkozy ne faiblit pas.

Si la succession des journées d'action ne favorise pas la construction d'un mouvement d'ampleur et intercatégoriel, la Fédération Sud éducation s'inscrit néanmoins dans les formes que se donnent les mouvements de salariéEs de l'école et plus largement du service public.

En effet, depuis plusieurs mois, au-delà de ces temps forts syndicaux médiatisés, des actions de grève reconductibles, d'occupations d'écoles ou d'établissements, de manifestations dans l'Éducation, aux impôts, à la culture ... témoignent de la résistance des salariéEs à la politique de casse du service public et à la multiplication des lois et décrets modifiant gravement la structure et les principes du système éducatif.

La réponse du pouvoir en place à nos revendications a été très claire : limitation du droit de grève des personnels de l'Éducation nationale avec le service minimum et impossibilité à terme de déposer des préavis de grève de type « reconductible ». Quant aux croisades anti-éducatives de Sarkozy, les dernières en date concernant la réforme du lycée et les salaires des enseignantEs montrent que le rouleau compresseur libéral n'est pas prêt de s'arrêter.

Cette réforme du lycée, sous couvert d'une préparation des élèves à une plus grande « autonomie » dans les apprentissages, ne vise ni plus ni moins qu'à justifier les 80.000 suppressions de postes prévues par la réforme générale des politiques publiques.

Les annonces sur les augmentations de salaire des enseignants qui découleraient d'une élévation du niveau de recrutement nient la réalité sociologique des enseignantEs qui pour beaucoup ont déjà un niveau Bac+5. Depuis longtemps, les concours de catégorie A ne recrutent plus au niveau licence qu'en théorie. Sauf à rehausser le niveau des salaires de touTEs les fonctionnaires de catégorie A (et les autres ? les B et les C ?) pourquoi les enseignants seraient-ils soudainement mieux payés que les autres fonctionnaires de la même catégorie? Effet d'annonce démagogique, recours hypocrite aux relents élitistes, cet artifice salarial cache en fait tout ce que nous dénonçons : le salaire au mérite et le renforcement de la hiérarchie, l'augmentation du temps de travail, la soumission et la docilité...

Les « mauvaises nouvelles » se succédant jour après jour, il n'est pas question pour la Fédération Sud-éducation de se soumettre au minutage de ce show médiatique.

C'est pourquoi avec les personnels de l'éducation nationale contre l'ensemble de cette politique anti-sociale, nous nous associons aux appels à la grève les jours des épreuves du bac et du brevet lancés par des syndicats locaux Sud-éducation mais aussi par des AG d'établissements en lutte. Avec les personnels du premier degré et les parents d'élèves, nous appelons à poursuivre la mobilisation (grève reconductible, occupations d'inspections et d'école, nuit des occupations d'écoles lancée pour le 13 juin, manifestations, réunions-débats...). C'est aux personnels concernés de choisir les modes d'action qui les unissent et de s'auto-organiser. C'est ce choix syndical qui nous conduit, en tant que Fédération Sud-éducation à favoriser l'appropriation de leur lutte par les personnels eux-mêmes et à les soutenir.

